



**SOFEPADI**

*Solidarité Féminine pour la paix et  
le Développement intégral*

# RAPPORT ANNUEL

**➤ 2023**

# TABLE DES MATIÈRES

Sigles, acronymes et abréviations.....	5
Bilan de l'année.....	6
Résultats chiffrés.....	8
Zones d'intervention.....	9
Prévention et réponse holistique fournie par SOFEPADI aux survivant.e.s des violences sexuelles et basées sur le genre.....	10
Renforcement des capacités d'autonomisation des femmes et jeunes filles à travers la réinsertion socio-économique et scolaire des survivant.e.s et per- sonnes vulnérables.....	24
Renforcement du droit à la santé sexuelle et reproductive.....	27
Le genre et la masculinité positive .....	29
La cohabitation pacifique et la cohésion sociale entre les communautés.....	36
Protection et promotion de la justice climatique .....	48
Partenariat et financement.....	51
État des lieux de la mise en œuvre des résultats stratégiques quinquennaux 2019-2023.....	54
Des ambitions renouvelées pour 2024.....	60



# Sigles, acronymes et **abréviations**

- AGR : Activité génératrice de revenu
- APEFE : Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger
- AVEC : Association villageoise d'épargne et de crédit
- CA : conseil d'administration
- CBCM : Community Base Compliant Mecanisme
- CDV : conseil de dépistage volontaire
- CEP : Champs Ecole Paysanne
- CGOKWM : clinique gynéco-obstétrique karibuni wa mama
- CPN : consultation prénatale
- CPON : consultation post -natale
- CPS : consultation post-natale
- DPS : Division Provinciale de la santé
- EAS : Exploitation et abus sexuels
- FARDC : Forces Armées de la République Démocratique du Congo
- FIRE : Fort, inclusif et redevable
- IRC : International Rescue Committee
- IST : infection sexuellement transmissible
- PSEA : Protection contre les exploitations et abus sexuelles,
- KIT PEP : Le kit de prophylaxie post-exposition
- OSC : Organisation de la société civile
- P-DEC : Partenariat pour le développement de l'Est du Congo
- PF : Planification familiale
- RDC : République démocratique du Congo,
- RECO : Relais communautaire
- SC VBG : Sous cluster violence basée sur le genre,
- SOFEPADI : Solidarité féminine pour la paix et le développement intégrale
- UNFPA : Fonds des Nations Unies pour la population
- VBG : violence basée sur le genre
- VBG : Violence basée sur le genre,
- VIH/SIDA : virus d'immuno- d'inefficience humaine,
- VVS : Victimes des violences sexuelles

# BILAN DE L'ANNÉE

L'année 2023 a été marquée par un record considérable dans la prévention et la réponse aux violences basées sur le genre à travers différents projets mis en œuvre par SOFEPADI. Notre appui holistique aux survivant(e)s des violences basées sur le genre a permis d'accompagner 13 558 survivant(e)s, parmi lesquels 4 808 cas au niveau médical, 7 172 ont bénéficié des services psycho-sociaux, 528 ont accédé aux services juridiques et judiciaires et 1 050 ont été réinsérés sur le plan socio-économique et scolaire. Il a été remarqué une hausse des cas de violences basées sur le genre à hauteur de 17% comparativement aux cas accompagnés en 2022, s'élevant à 11 317 survivant(e)s. L'accompagnement des cas en justice a permis d'obtenir 205 jugements dans les tribunaux de grande instance, 44 décisions de justice ont été obtenues au sein des tribunaux pour enfants et 15 arrêts de la cour, grâce à notre appui. Quant aux condamnations, la peine la plus lourde variait entre 3 et 20 ans de Servitude Pénale Principale, et les Dommages et Intérêts allaient de 1 000 à 3 000 dollars payables en Francs Congolais. Parmi les jugements obtenus, 4 ont été des acquittements. Dans le but d'assurer l'auto-prise en charge des survivant(e)s de VBG et l'appui scolaire, nous avons réinséré 798 survivant(e)s sur le plan socio-économique en leur apportant une assistance en Activités Génératrices de Revenus (AGR) et en renforçant leur autonomisation pour qu'elles soient en mesure de se prendre en charge et d'assurer leur survie. En effet, 252 filles et garçons survivant(e)s et victimes des conflits armés ont bénéficié de la réinsertion scolaire alors qu'ils/elles avaient déjà perdu espoir de reprendre le chemin de l'école. Notre appui au gouvernement dans la prévention et la résolution des conflits a été renforcé à travers l'implication de 516 autorités et leaders communautaires à tous les niveaux, ce qui a favorisé leur engagement dans la transformation et la résolution des conflits par des alternatives non violentes au sein des zones de mise en œuvre. De plus, 1 998 leaders locaux se sont engagés dans la transformation des normes négatives liées au

genre et le référencement des cas de VBG vers les structures sanitaires de prise en charge. Ceux-ci ont joué un rôle important d'acteurs de changement dans leurs communautés. Au sein de notre clinique gynéco-obstétrique « Karibuni Wa Maman » de Bunia en province de l'Ituri, nous avons réussi à poursuivre avec le service complet des soins préventifs et curatifs disponibles, sûrs et adaptés, répondant aux besoins de la population bénéficiaire, en accompagnant 7 855 nouveaux patients ayant bénéficié de soins de qualité suivant les protocoles de prise en charge spécifiques à chaque service. De nos actions, plusieurs membres des communautés et jeunes ont compris l'importance du suivi médical et de la planification familiale. À travers 230 séances de sensibilisation, 20 624 personnes ont eu accès aux messages sur les thèmes de la santé sexuelle et reproductive et les services y liés. Ce qui a permis aux membres des communautés d'intégrer l'aspect de la planification familiale dans leur mode de vie au quotidien. Pour renforcer notre accompagnement en faveur des structures sanitaires, nous avons renforcé les capacités de 198 prestataires de soins sur la gestion clinique des cas de viol. De plus, 204 agents psycho-sociaux issus des formations sanitaires ont été formés sur l'accompagnement psycho-social des cas de viol, ainsi que 120 acteurs judiciaires capacités sur l'écoute, la collecte des preuves et l'instruction des dossiers judiciaires des survivantes des violences basées sur le genre. Pour mieux assurer l'accompagnement des survivantes et assurer leur suivi sécurisé, nous avons construit 30 espaces sûrs pour les filles et femmes y compris les survivantes des violences basées sur le genre ; à travers ces espaces aménagés, 9 921 personnes ont fréquenté ces lieux et leur situation a été stabilisée, parmi lesquelles 1 396 filles et 8 525 femmes. Pour renforcer la gestion confidentielle des cas de violences basées sur le genre au sein des formations sanitaires appuyées, nous avons construit 33 points d'écoute confidentiels pour appuyer la prise en charge psychologique des survivant(e)s des violences.

*“En 2023, SOFEPADI a enregistré des avancées significatives, accompagnant 13 558 survivants de VBG, réinsérant 798 personnes, obtenant 264 jugements, formant 522 acteurs, et sensibilisant plus de 244 000 personnes.”*



Notre action de mobilisation communautaire pour la paix, la prévention contre les violences basées sur le genre, les exploitations et abus sexuels a été remarquable à travers 779 séances de sensibilisation, 192 émissions radio et 3 762 spots radio atteignant 244 629 personnes dont 102 907 femmes, 50 092 hommes, 55 857 filles et 35 773 garçons, sensibilisés sur la prévention des violences basées sur le genre, le référencement des cas et la cohabitation pacifique au sein des communautés ; pour y parvenir, nous avons collaboré avec 100 structures à base communautaire à travers lesquelles 120 animateurs/trices ont été renforcé(e)s en capacités sur les notions de prévention et de référencement des cas de violences basées sur le genre, ce qui a permis aux communautés d’être informées sur les violences basées sur le genre ainsi que sur les services disponibles pour la prise en charge des cas dans les zones d’intervention au Nord-Kivu et en Ituri. Pour améliorer la sécurité alimentaire des bénéficiaires, 730 agriculteurs ont amélioré leurs revenus grâce à leur participation aux associations agricoles et associations villageoises d’épargne et de crédit, tout comme 225 éleveurs qui ont bénéficié de revenus grâce à l’élevage de porcs, chèvres, lapins et poules octroyés par la SOFEPADI au Nord-Kivu et en Ituri. Dans le but de renforcer la masculinité positive à travers la transformation des normes néfastes, 20 champions du genre ont été outillés afin d’être des modèles de changement des normes négatives au Nord-Kivu et à Kinshasa. L’approche «Communities Care» a été développée afin de transformer la prévention des

normes néfastes au genre, en mettant en place 48 groupes de dialogue communautaire dont 32 en Ituri et 16 à Beni, afin de réduire les normes négatives au genre. Cette approche nouvelle, développée avec le partenaire UNICEF, a été bénéfique pour le changement des normes néfastes réduisant les violences basées sur le genre. Dans le but de rendre les jeunes à besoins spécifiques résilients face aux crises et chocs, nous avons finalisé et doté de kits de sortie AGR (Activités Génératrices de Revenus) 383 jeunes garçons et filles au sein des centres de formation socioprofessionnelle, et ceux/celles-ci ont amélioré leurs revenus grâce aux activités entrepreneuriales et à l’apprentissage de métiers. Quant au processus de cohabitation pacifique, la SOFEPADI a accompagné les communautés locales des zones d’intervention dans la résolution non violente des conflits à travers des dialogues inclusifs avec les parties prenantes et autorités locales. Pour y parvenir, 7 cadres de dialogue ont été outillés sur le processus de dialogue inclusif ainsi que sur les outils de résolution des conflits, et ils ont mené 5 analyses contextuelles ayant ressorti une dizaine de conflits, parmi lesquels 6 ont été résolus, dont 3 en groupement Buliki, 2 en ville de Beni et 1 en territoire de Djugu, renforçant ainsi la cohésion sociale dans ces zones. À travers la gouvernance participative, 10 forums d’éducation à la paix ont été mis en place en Ituri, ainsi que 36 plans de renforcement des capacités de 1 368 acteurs de paix sur l’approche FIRE (Fort, Inclusif et Redevable), développés avec le partenaire IRC dans le programme KWAAJILI YETU en Ituri.

# ➤ Résultats 2023

**13 558**

Survivant(e)s des violences basées sur le genre ont été accompagné(e)s, dont 368 hommes et garçons et 13 190 femmes et filles.

**2 218**

Cas de survivantes de violences sexuelles ont été accompagnés dans les 72 heures.

**7 172**

Survivant(e)s de violences basées sur le genre ont bénéficié d'un accompagnement psychologique.

**798**

Survivantes et personnes vulnérables ont été réinsérées sur le plan socio-économique.

**528**

Survivant(e)s ont bénéficié de l'accompagnement juridique et judiciaire au sein de nos cliniques juridiques. Parmi eux, 64 cas ont été accompagnés sur le plan juridique et 464 sur le plan judiciaire.

**252**

Survivants(e)s ont bénéficié de la réinsertion scolaire.

**244 629**

Personnes, dont 102 907 femmes, 50 092 hommes, 55 857 filles et 35 773 garçons, ont été sensibilisées à la prévention des violences basées sur le genre, au référencement des cas et à la cohabitation pacifique.

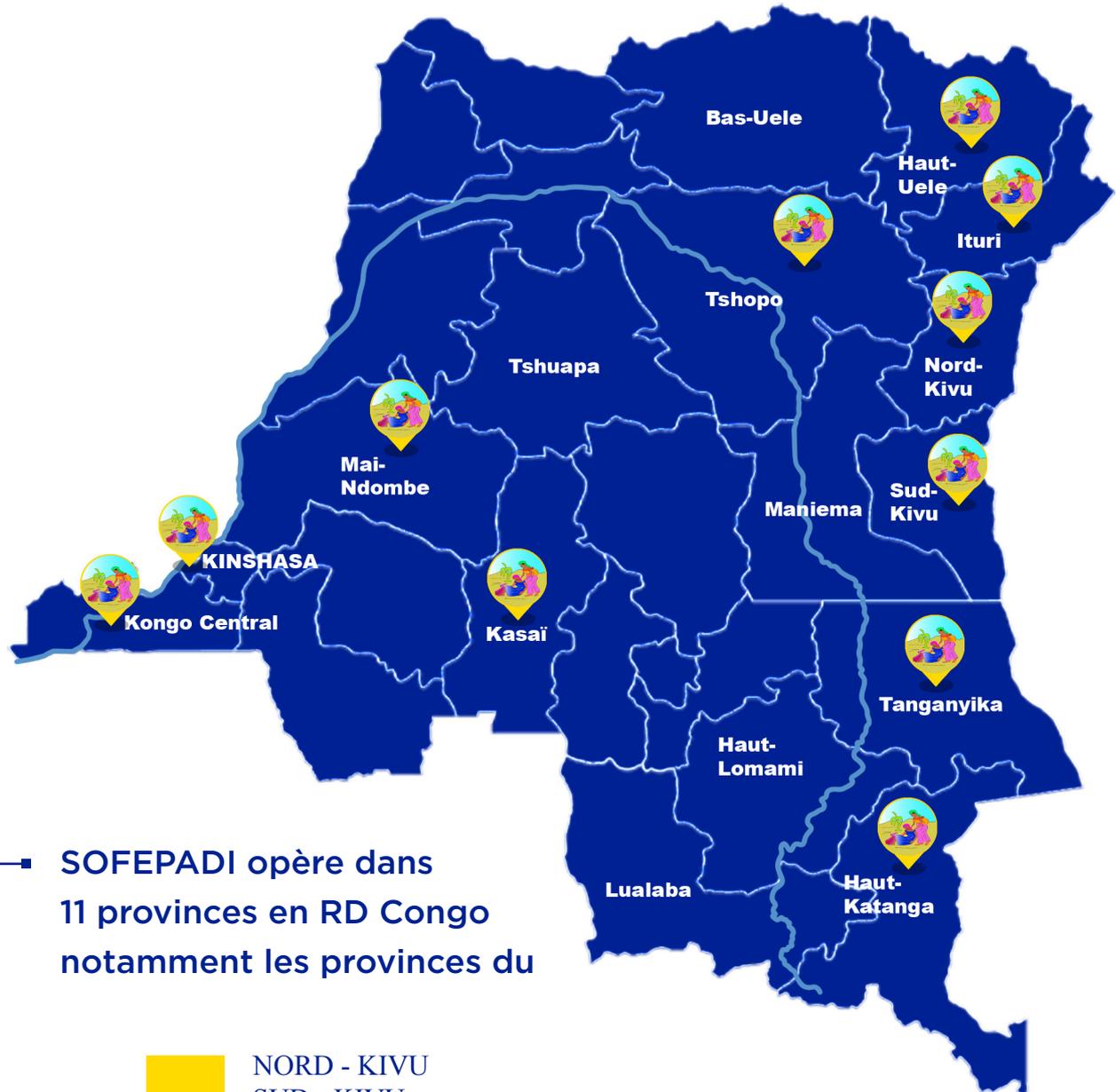
**1 338**

Bénéficiaires, comprenant des éleveurs, des agriculteurs et des jeunes en situation de besoins spécifiques, ont amélioré leurs revenus après avoir participé à des associations agricoles, à des programmes d'appui à la vente (AVEC) et à l'apprentissage des métiers.

**20 624**

Personnes ont été sensibilisées aux thèmes de la santé sexuelle et reproductive (SSR), parmi lesquelles 1 829 ont eu accès aux soins, dont 428 sont des hommes.

# Zones d'intervention Carte Geo



—■ SOFEPADI opère dans  
11 provinces en RD Congo  
notamment les provinces du

- NORD - KIVU
- SUD - KIVU
- ITURI
- TSHOPO
- KINSHASA
- HAUT - KATANGA
- HAUT - UÉLÉ
- MAINDOMBE
- KONGO CENTRALE
- TANGANYIKA
- KASAÏ

# I

**Prévention et réponse  
holistique fournie par  
SOFEPADI aux survivant(e)s  
des violences sexuelles et  
basées sur le genre.**

## 1

## La mobilisation communautaire renforcée pour prévenir les violences basées sur le genre dans les zones d'intervention de la SOFEPADI



Cette année 2023, des approches de mobilisation des communautés ont été renouvelées en développant des stratégies nouvelles de mobilisation communautaire au-delà des sensibilisations. Il s'agit notamment de l'approche «Communities Care», une approche développée avec le partenaire UNICEF, consistant à mettre en place un programme de transformation des normes néfastes renforçant les VBG durant 13 semaines. Dans le cadre de ce programme, 48 groupes de dialogues ont été mis en place et renforcés pour mener des sensibilisations, causeries éducatives et groupes de discussion avec les membres des communautés.

Dans le cadre de ce programme, 64 séances de diffusion de nouvelles normes qui promeuvent les droits des femmes et des filles ont été réalisées, touchant 34 766 personnes dont 34 446 en Ituri (8 820 filles, 8 624 garçons, 9 138 femmes et 7 864 hommes), et 320 personnes au Nord-Kivu (40 femmes et 280 hommes et garçons). En effet, 797 séances de sensibilisation ont été menées sur les messages clés sur les VBG, EAS, le circuit de référencement, la masculinité positive, touchant 244 629 personnes (102 907 femmes, 50 092 hommes, 55 857 filles et 35 773 garçons) sur la prévention des VBG, le référencement des cas et la cohabitation pacifique.

Au cours de la campagne «16 jours d’activisme», 35 séances de sensibilisation sur les droits des femmes et des filles ont été menées, touchant 8 640 personnes (1 184 hommes, 2 184 femmes, 2 564 filles et 2 259 garçons), dont 416 déplacés et 33 personnes handicapées.

À la suite des sensibilisations menées sur les VBG et la vulgarisation des circuits de référencement des cas, les membres des communautés ont été en mesure d’orienter les cas de violences basées sur le genre pour prise en charge et d’être des modèles de changement des normes négatives liées au genre.

### —■ Prévention et réponse à l’Exploitation et aux Abus Sexuels



La prévention des exploitations et abus sexuels fait partie des actions qui ont été menées par SOFEPADI. Un bon nombre d’activités de prévention et de réponse aux exploitations et abus sexuels ont été menées avec les acteurs membres des organisations à base communautaire et les mécanismes communautaires de prévention et de gestion des plaintes liées aux EAS (CBCM). Ceux-ci ont été outillés sur les types de VBG/EAS et les mécanismes de signalement des cas.

20 mécanismes ont été redynamisés, appuyés et renforcés pour mener des actions contre les exploitations et abus sexuels. À travers les sensibilisations menées, 51 962 personnes ont eu accès à des mécanismes sûrs et adaptés à leur contexte, parmi lesquelles 18 670 femmes, 11 426 hommes, 12 552 filles et 9 314 garçons.



L'accès aux messages a été possible grâce aux sensibilisations faites par les membres des CBCM, à travers les radios et autres sensibilisations de masse, ainsi que la vulgarisation du numéro vert 495555 de l'inter-agence de réseau PSEA. Il convient de mentionner que la SO-FEPADI, en collaboration avec le partenaire UNFPA, a renforcé les capacités de 160 RECO, 160 prestataires de service, 74 points focaux PSEA et 38 cadres de la DPS de la Province de la Tshopo et de celle de l'Ituri, sur les procédures PSEA et le mécanisme de gestion des plaintes PSEA. En effet, 4 anciens cas d'EAS et 1 nouveau cas impliquant un adulte, ainsi que 4 mineurs à Beni, et 3 cas impliquant des adultes et 12 autres enfants en Ituri et Tshopo, issus d'EAS, ont bénéficié de notre accompagnement selon leurs besoins.

A photograph showing two women in traditional African clothing, including headwraps and beaded necklaces, looking out a window. The woman on the left is in profile, looking towards the right. The woman on the right is seen from the back, looking out the window. The background shows a bright outdoor scene with greenery and a building under a blue sky with clouds.

## 2

## Prise en charge psycho-sociale des survivant(e)s des violences sexuelles et basées sur le genre.

Cette année, une série d'activités d'accompagnement psychologique des survivant(e)s de violences sexuelles ont été menées, touchant 7172 cas de violences basées sur le genre, dont 2736 au Nord-Kivu, 18 à Mairi et 4418 en Ituri. Par rapport aux cas de violences sexuelles, 4808 cas ont été soutenus et accompagnés sur le plan médical, parmi lesquels 3846 dans les 72 heures, soit 2617 cas en Ituri et 1229 au Nord-Kivu, ce qui a permis d'éviter des grossesses et des IST dans 80% des cas. 962 cas ont été accompagnés après les 72 premières heures. Il est important de mentionner que l'Ituri et le Nord-Kivu ont enregistré plus de cas en raison de l'activisme des groupes armés locaux et étrangers dans ces provinces. Au cours de notre accompagnement, nous avons identifié chez certaines survivantes des pathologies psychiques et psychosomatiques comme le trouble de stress post-traumatique, le trouble lié à l'alcool, la dépression, le trouble anxieux, et des maladies psychosomatiques comme l'hypertension artérielle, les céphalées, la gastrite. Pour soulager ces pathologies, nous avons eu recours à certaines psychothérapies telles que la psychoéducation, la thérapie cognitivo-comportementale, la désensibilisation systémique et la thérapie de soutien. Afin de mieux appuyer la prise en charge psychologique des cas de violences basées sur le genre, SOFEPADI a construit, réaménagé et équipé 30 espaces sûrs, dont 21 au Nord-Kivu et 9 en Ituri, pour assurer un accompagnement sûr et sécurisé des survivant(e)s. Dans le but de renforcer la gestion des cas de violences basées sur le genre au sein des formations sanitaires, 204 agents psychosociaux ont été formés sur la prise en charge psychologique des cas de viol, dont 174 au Nord-Kivu et 30 en Ituri. Pour mieux assurer une bonne gestion des données et un accompagnement sécurisé, SOFEPADI a construit et équipé 33 points d'écoute confidentiels au Nord-Kivu, renforçant ainsi la prise en charge psycho-sociale intégrée dans les formations sanitaires.

Notre action a entraîné des changements significatifs dans le vécu des survivant(e)s, notamment:

- Le relèvement socio-économique des survivantes ayant eu des enfants issus de viol, pour subvenir à leurs besoins et diminuer leur dépendance à l'aide extérieure.
- Le référencement des nouvelles survivantes par celles ayant bénéficié et apprécié notre accompagnement, sur la base de problèmes similaires.
- L'évitement de 80% des grossesses non désirées et des IST chez les survivantes référées aux soins dans les 72 heures, grâce à la vulgarisation du circuit de référencement par les animateurs membres des OBC, les leaders communautaires et les autorités, ainsi que l'importance de la dénonciation des auteurs.



*« Je m'appelle Mave Rachel et j'ai aujourd'hui 22 ans. Mon parcours a été long et difficile, mais la SOFEPADI m'a permis de m'en sortir et de reconstruire ma vie. Je me suis mariée à l'âge de 16 ans, et j'ai rapidement eu 3 enfants. Seulement 6 mois après notre mariage, mon mari a commencé à me frapper régulièrement. Pendant des années, j'ai subi ces violences domestiques, sans savoir comment y échapper. C'est à l'âge de 22 ans que j'ai croisé le chemin de la SOFEPADI. Les assistants psychosociaux m'ont ouvert les yeux : j'étais bel et bien une victime de violences*

*conjugales. Malheureusement, mon mari a continué ses agissements. Un jour, il a pris tout ce qu'il y avait dans la maison et est parti avec une autre femme, me laissant seule avec mes 3 enfants, sans rien. C'est à ce moment-là que j'ai commencé à fréquenter l'espace sûr de la SOFEPADI, où j'ai pu bénéficier d'une écoute attentive et bienveillante. Grâce à leur soutien, j'ai décidé de reprendre les études, que j'avais dû abandonner à cause de mon mariage précoce. La SOFEPADI a même pris en charge mes frais de scolarité, me permettant d'être actuellement en 7ème année. »*

En effet, pour renforcer la prise en charge des survivantes de violences basées sur le genre (VBG), nous avons utilisé l'approche centrée sur la victime, mettant les survivantes au centre dans le choix des services qu'elles-mêmes souhaitent bénéficier, après avoir reçu des informations sur les services de la part des agents psycho-sociaux et psychologues travaillant avec la SOFEPADI.

À cet effet, des kits de dignité ont été prédisposés au sein des formations sanitaires et dotés aux survivantes de VBG par les gestionnaires des points d'écoute. Sur 7 172 cas accompagnés sur le plan psychologique, 2 311 ont bénéficié des kits de dignité au sein des points d'écoute aménagés, dont 1 516 au Nord-Kivu et 795 en Ituri.

### 3

## Accompagnement juridique et judiciaire des survivant(e)s des violences basées sur le genre au sein des cliniques juridiques de la SOFEPADI

Cette année, notre accompagnement juridique et judiciaire aux survivantes des violences sexuelles et basées sur le genre a été plus remarquable au sein des cours et tribunaux ainsi que les juridictions militaires du Nord-Kivu et Ituri sous État de siège.



Cette année, notre accompagnement juridique et judiciaire aux survivantes des violences sexuelles et basées sur le genre a été plus remarquable au sein des cours et tribunaux ainsi que les juridictions militaires du Nord-Kivu et Ituri sous État de siège.

Nos services juridiques ont accompagné 528 cas de survivant(e)s de violences basées sur le genre, parmi lesquels 464 au plan judiciaire et 64 ont bénéficié de conseils légaux. De ces cas soutenus, 345 ont été accompagnés au Nord-Kivu et 183 en Ituri.

L'accompagnement des cas en justice a permis d'obtenir 205 jugements au tribunal de grande instance, 44 décisions de justice au sein des tribunaux pour enfants et 15 arrêts de la cour. Quant aux condamnations obtenues, la peine la plus lourde variait entre 3-20 ans de Servitude Pénale Principale et les Dommages et Intérêts de 1 000 à 3 000 dollars payables en francs congolais ; parmi les jugements obtenus, 4 ont été des acquittements.

Pour rapprocher la justice des justiciables, 5 audiences foraines ont été tenues, dont 2 au Nord-Kivu et 3 en Ituri, en collaboration avec la cour militaire et le tribunal militaire de garnison, où des cas ont été instruits, plaidés et des jugements prononcés.

Nous avons collaboré avec 117 acteurs de justice et de la police, en les renforçant en capacité sur les thématiques VBG et les lois dans la prévention, la réponse aux VBG et la lutte contre l'impunité, parmi lesquels figuraient 101 para-juristes, dont 25 en Ituri et 76 au Nord-Kivu, ainsi que 16 officiers de police judiciaire.

À l'issue des formations, les auxiliaires de la justice ont pris des engagements pour lutter contre les violences sexuelles faites aux femmes et aux filles, et combattre l'impunité dans la gestion des cas de viol au sein des instances judiciaires.

Notre action de défense des droits des femmes et des filles a produit les impacts suivants : à partir des audiences foraines menées, les membres de la communauté ont compris l'importance de dénoncer les cas de violences basées sur le genre pour lutter contre l'impunité et la violence à l'égard des femmes et des filles ; ensuite, la diminution sensible des comportements néfastes des enfants en conflit avec la loi, comme les infractions d'agressions sexuelles, comme ce fut le cas en 2022 ; la condamnation des agresseurs par les cours et tribunaux répressifs a soulagé les survivantes des violences et permis de les rétablir dans leurs droits, ce qui a été interpellant pour les membres de la communauté afin d'adopter des comportements responsables ; et enfin, la diminution des pratiques d'arrangement à l'amiable au sein des juridictions par certains acteurs de justice.



# 4

## Appui médical aux survivantes de violences sexuelles et basées sur le genre

L'appui médical aux survivantes des violences sexuelles a été assuré à travers la collaboration avec les structures sanitaires au sein des zones de santé de mise en œuvre des projets. Au-delà de cette pratique, la SOFEPADI a poursuivi l'accompagnement des cas de violences sexuelles à travers le centre Gynéco-Obstétrique Karibuni wa Mama en Ituri.

Des kits PEP ont été fournis aux survivantes au sein du centre Karibuni wa Mama. Malgré l'insécurité continue ayant favorisé les violences dans certaines zones au Nord-Kivu et en Ituri, différentes activités de prise en charge médicale des survivantes des violences sexuelles se sont déroulées sans faille. La fréquentation du service de VBG est restée stable.

### 4.1

#### Prise en charge médicale des cas de violences basées sur le genre et autres services médicaux au sein du centre Gynéco-Obstétrique médical Karibuni wa Mama

Cette année, le centre gynéco-obstétrique Karibuni wa Mama a bénéficié d'un nouveau bâtiment construit avec l'appui du partenaire TROCAIRE. Celui-ci abrite le service médical et un nouveau service institué de traitement des fistules dans un bloc opératoire moderne mis en place. Notre appui médical aux survivant(e)s des violences sexuelles a continué à demeurer une porte d'entrée principale des survivants après leurs référencement par des leaders locaux, animateurs(trices) des structures à base communautaire, ainsi que les RECOPE et para-juristes.

Par rapport à l'approvisionnement en médicaments, le centre s'est approvisionné en 1 242 kits PEP, parmi lesquels 317 kits pour adultes et 25 kits pédiatriques ont été dotés par le partenaire IMA, et 300 kits PEP adultes, 50 pour enfants ont été dotés par le partenaire UNICEF. En plus, 19 kits PEP complets, dont 10 pédiatriques et 9 pour adultes, ont été dotés par Solidarités International.



➔ **Accompagnés médicalement au sein du CGKWM**

**Tableau n°1.**

Répartition des cas accompagnés au centre médical dans le délai de 72 heures et au-delà de 72 heures.

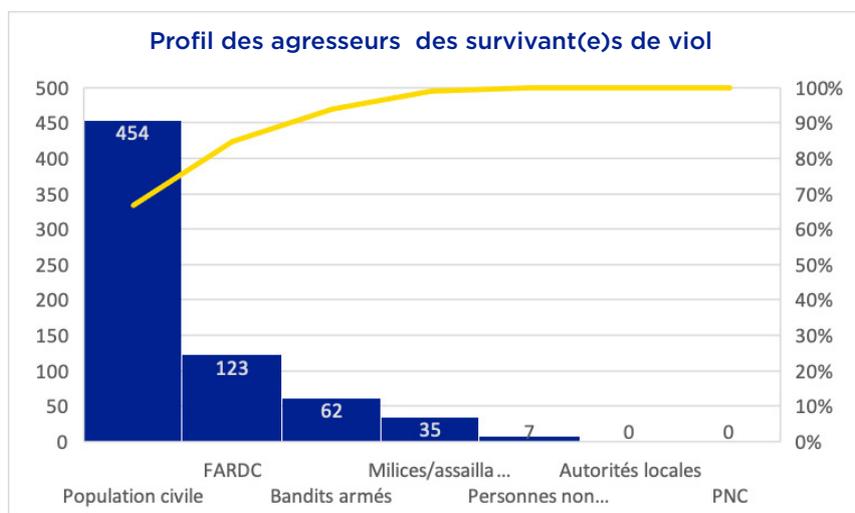
Zone de santé	Tranche d'âge	CAS DE MOINS DE 72 HEURES										CAS DE PLUS DE 72 HEURES										TOTAL
		00-09 ans		10-14 ans		15-17 ans		18-24 ans		25 ans plus		00-09 ans		10-14 ans		15-17 ans		18-24 ans		25 ans plus		
		H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
ZS DE BUNIA(CGO KARIBUNI WA MAMA)		2	50	0	75	0	76	1	120	1	43	0	20	3	67	0	109	1	41	2	40	<b>651</b>

Au total, 651 nouveaux cas de violences sexuelles et basées sur le genre ont bénéficié de la prise en charge médicale au sein du CGOKWM, parmi lesquels 10 hommes. De ces cas accompagnés, 368, soit 55 %, ont bénéficié des soins avant 72h00, recevant des kits post-viol complets leur permettant d'éviter les grossesses indésirables et les IST, y compris le VIH/SIDA.

➔ **Profil des agresseurs des survivant(e)s accompagné(e)s au CGKWM**

**Graphique n°1**

**Profil des agresseurs responsables des violences sexuelles**



Ce graphique montre que les tendances démontrent que 67% des agresseurs sont des civils connus, 19% sont des éléments connus des FARDC, et 9% sont des bandits armés.

➔ **Disponibilité des services de consultation des nouveaux patients au sein du centre gynéco-obstétrique Karibuni wa Mama**

**Tableau n°2.**

**Répartition des patients ayant bénéficié des services curatifs au sein du CGKWM**

	PREMIER TRIMESTRE		DEUXIEME TRIMESTRE		TROISIEME TRIMESTRE		QUATRIEME TRIMESTRE		TOTAL		TOTAL GEN
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
Infection sexuellement transmissible	380	52	344	93	322	63	140	52	1186	260	<b>1446</b>
VBG	145	2	179	3	160	3	157	2	582	10	<b>651</b>
CDV	357	26	284	33	258	20	233	29	1132	108	<b>1240</b>
PVV	7	1	2	0	2	0	5	1	16	2	<b>18</b>
Autres pathologies	131	53	240	86	131	69	183	55	685	263	<b>948</b>
Planning familial	41	0	55	0	39	0	30	0	165	0	<b>165</b>
Maternité	52	0	55	0	53	0	37	0	197	0	<b>197</b>
CPN	65	0	61	0	48	0	35	0	209	0	<b>209</b>
Hospitalisation	124	37	148	34	97	44	83	32	452	147	<b>599</b>
Laboratoire	539	121	369	149	577	126	393	108	1878	504	<b>2382</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1841</b>	<b>292</b>	<b>1737</b>	<b>398</b>	<b>1687</b>	<b>325</b>	<b>1237</b>	<b>279</b>	<b>6502</b>	<b>1294</b>	<b>7855</b>

Ce tableau renseigne que tout au long de l'année 2023, 7855 nouveaux patients ont fréquenté le CGOKWM bénéficiant des soins de qualité suivant les protocoles de prise en charge spécifique pour chaque service. 651 survivants des violences basées sur le genre ont bénéficié de la prise en charge médicale. 1446 patients, dont 1186 femmes, ont eu accès aux soins des IST. 165 femmes ont bénéficié des méthodes modernes de planification familiale. 1240 personnes ont bénéficié de conseils et du dépistage volontaire du VIH/SIDA, et 197 femmes ont accouché sous la supervision de personnel qualifié.

## — Services de planification familiale au centre gynéco-obstétrique Karibuni wa Mama



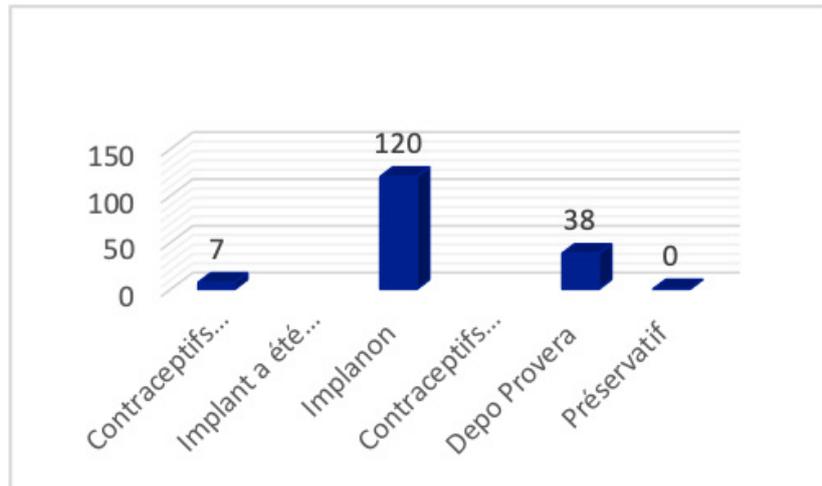
Différents services de planification familiale ont été assurés en faveur des bénéficiaires de notre appui au sein du centre Karibuni. Des services prénatals et postnatals ont été assurés et 197 accouchements ont été assistés par du personnel qualifié. Parmi ceux-ci, 195 ont conduit à des naissances vivantes. 8 avortements sécurisés dus à des complications ont été pris en charge, et 8 femmes et enfants ont bénéficié des services de soins postnatals.

## — Accès des bénéficiaires aux contraceptifs

Au sein du centre gynéco-obstétrique Karibuni wa Mama, 3 275 personnes ont eu accès aux soins de santé sexuelle et de la reproduction, dont 2 905 femmes et 370 hommes. Parmi eux, 1 446 ont été guéris d'infections sexuellement transmissibles, 1 240 ont reçu des conseils et un dépistage volontaire, 18 personnes vivant avec le VIH/sida ont bénéficié de soins en anti-rétroviraux, 165 ont bénéficié de soins et de conseils en planification familiale, 197 personnes ont été accompagnées en maternité et 209 en consultation prénatale.

## Graphique n°2

### Répartition des bénéficiaires selon le type de contraceptif reçu



Au sein du centre Karibuni wa Mama, des services de planification familiale et services connexes ont été assurés aux bénéficiaires ayant sollicité notre appui. Ce graphique montre que 120 personnes ont bénéficié d'implants contraceptifs, 38 de Depo-Provera et 7 personnes de contraceptifs oraux.

Ces méthodes ont permis aux femmes de mieux espacer les naissances de leurs enfants et d'assurer la santé sexuelle de leurs couples.

## 4.2 Prise en charge médicale à travers les structures sanitaires appuyées dans nos zones de mise en œuvre.

Différents projets exécutés au Nord-Kivu, en Ituri, à Tshopo et à Kinshasa ont appuyé l'accompagnement médical des survivant(e)s de violences basées sur le genre à travers différents protocoles d'accords signés avec les bureaux centraux des zones de santé.

Les zones et aires de santé appuyées au Nord-Kivu et en Ituri ont été subventionnées en vue d'assurer l'appui à la prise en charge médicale, pour renforcer la disponibilité des kits post-exposition, ainsi que l'appui au fonctionnement. Pour rendre efficace cet appui, 198 prestataires de soins ont été formés sur la gestion clinique des cas de viol au sein des structures sanitaires appuyées, dont 158 au Nord-Kivu et 40 en Ituri, pour assurer un accompagnement médical permanent et de qualité aux survivant(e)s de violences sexuelles.

En effet, 1 796 cas de violences sexuelles ont été accompagnés au sein des structures sanitaires partenaires que nous avons appuyées, dont 1 616 cas dans les 72 heures. Pour renforcer la gestion des cas dans ces formations sanitaires, nous avons construit et équipé 33 points d'écoute au Nord-Kivu ainsi que 30 espaces sûrs, dont 8 en Ituri, 1 à Tshopo et 21 au Nord-Kivu. Au sein des espaces sûrs, des thérapies de groupe ont été menées par les agents psychosociaux avec l'appui de psychologues cliniciens, impliquant ainsi 9 921 femmes et filles. Au sein des points d'écoute confidentiels, 2 311 kits de dignité ont été distribués aux survivantes au sein des structures sanitaires appuyées, dont 1 516 au Nord-Kivu et 795 en Ituri.



# III

**Renforcement des Capacités d'autonomisation des femmes et jeunes filles renforcées à travers la réinsertion socio-économique et scolaire des survivant(e)s et personnes vulnérables.**

# 1

## Réinsertion socio-économique des survivantes et personnes vulnérables



Au cours de l'année, nous avons renforcé notre appui à l'autonomisation des femmes pour promouvoir leur indépendance économique et leur prise en charge autonome. À travers nos interventions, 798 survivantes de violences basées sur le genre (VBG) ont été réinsérées économiquement, parmi lesquelles 283 en Ituri, 45 à Tshopo et 470 au Nord-Kivu, en vue d'appuyer leurs activités génératrices de revenus et de renforcer leur autonomisation. Avant cela, différentes formations entrepreneuriales ont été offertes aux survivantes pour la conduite de leurs activités et l'amélioration des revenus de leurs familles. Des formations en coupe et couture, tissage de nattes, entrepreneuriat social ont été organisées en faveur des femmes survivantes de VBG, d'exploitation et d'abus sexuels, y compris les personnes vulnérables. Dans le cadre du programme de renforcement de la cohésion sociale et de la résilience socio-économique dans les communautés affectées par les conflits armés, 83 femmes/filles ont été orientées et dotées de matériels de sortie dans des centres de formation socio-professionnelle, où elles ont acquis de nouvelles compétences dans divers domaines de la vie, notamment 56 en coupe-couture, 2 dans le recyclage des déchets, 1 en coiffure mixte et 14 personnes dans d'autres métiers de petit commerce.



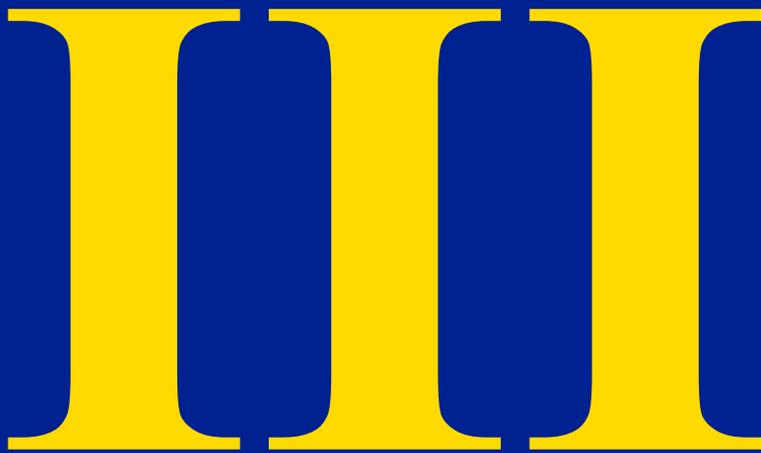
## 2

### Réinsertion scolaire des survivantes de violences sexuelles et des personnes vulnérables.



En effet, la réinsertion scolaire a été assurée, intégrant 252 femmes et filles survivantes des violences basées sur le genre (VBG) et victimes des conflits, parmi lesquelles 202 en Ituri et 50 au Nord-Kivu.

Cet accompagnement a permis à 6 survivantes d'obtenir leur diplôme d'État pour la session de l'année 2023, ainsi qu'un diplôme de graduat.



**Le renforcement du droit à la santé sexuelle et reproductive des femmes et des jeunes a été assuré à travers nos interventions.**



La vulgarisation des messages et services sur la santé sexuelle et reproductive des femmes, hommes et des jeunes a été au centre de notre action au cours de la mise en œuvre des activités. Des séances de sensibilisation ont été menées en faveur des jeunes, des femmes et des hommes dans nos zones d'intervention par les animatrices, gestionnaires des cas, ainsi que les sages-femmes du CGOKWM en Ituri.

Pour renforcer l'accès des femmes aux droits à la santé sexuelle et reproductive et aux services y liés, des actions où les organisations à base communautaire et les OSC ont été impliquées dans la mobilisation communautaire, afin d'informer les femmes, filles, hommes et garçons sur l'importance d'utiliser les méthodes modernes de contraception et d'accéder aux services y afférents. À travers les sensibilisations menées, 20 624 personnes ont eu accès au message de santé de la reproduction, parmi lesquelles 6 795 femmes, 3 956 hommes, 5 438 filles et 4 435 garçons.

**En effet, 5 clubs d'écoute ont été opérationnels, à travers lesquels 130 pairs éducateurs ont poursuivi les sensibilisations des jeunes sur les notions de santé sexuelle.**

# IV

**Le genre et la masculinité positive ont été renforcés à travers notre action.**



**E**n 2023, en République démocratique du Congo, les normes de genre traditionnelles continuent de conduire à des comportements toxiques, tels que la violence domestique, les abus sexuels et la discrimination à l'égard des femmes. Pour y faire face, les programmes sur la masculinité positive ont été lancés et ont remis en question ces normes pour promouvoir des idées et des comportements plus égalitaires où les hommes et les femmes ont les mêmes droits et opportunités, et où les relations sont basées sur le respect mutuel.



Plusieurs initiatives ont été mises en place en République démocratique du Congo pour promouvoir la masculinité positive, à l'instar du projet «Mobali pona Mwasi», mis en œuvre depuis janvier 2022 par le consortium APEFE-SOFEPADI-TRIAS dans les provinces du Haut-Katanga, Maindombe et Kongo Central. Ce projet a contribué à l'adoption d'une nouvelle approche des masculinités transformatrices au sein des populations rurales (hommes, femmes et jeunes/enfants) et de leurs organisations locales, comme élément déclencheur important pour améliorer l'autonomisation des femmes, le leadership féminin et l'égalité de genre. Cette approche se base sur la promotion des masculinités de non-domination, le genre non-binaire, le respect de la diversité et l'égalité, contribuant ainsi à l'émancipation des femmes – et celle des hommes, sans laisser personne de côté. Ces efforts incluent la sensibilisation et l'éducation des hommes et des garçons sur les questions de genre, les droits des femmes et l'importance de la non-violence.

À travers ce projet, 510 personnes ont été impliquées directement, parmi lesquelles 239 hommes, 147 femmes, 45 filles et 79 garçons. 34 facilitateurs champions de la masculinité positive ont été identifiés à travers les provinces et formés sur l'approche «Mobali pona Mwasi», soit 20 personnes au Kongo Central et 14 au Haut-Katanga. Ces champions formés ont mené des séances d'échange avec les membres des communautés au sein de 34 espaces de discussion homogènes regroupant chacun 15 personnes, afin de permettre des échanges approfondis entre les participants et le facilitateur. Les séances se sont déroulées pendant 8 semaines, à raison d'une séance par semaine, conformément aux planifications établies par chaque groupe.

### **Avant la mise en œuvre de l'approche «Mobali Pona Mwasi» en République démocratique du Congo :**

- L'ignorance des lois de protection des femmes et des filles dans les communautés, y compris de la part des acteurs susceptibles de les appliquer
- Faible/Absence de vulgarisation au niveau communautaire des instruments de protection de la femme et des enfants
- Forte prédominance des coutumes et normes traditionnelles sur les relations sociales
- Impunité des actes de violence faits aux femmes et enfants dans les communautés touchées par les activités du projet

### **Changements significatifs apportés par l'approche «Mobali Pona Mwasi» :**

- Nouvelles connaissances acquises par les membres des communautés sur les différentes typologies de violences faites aux femmes et filles
- Développement du sens de respect et de redevabilité des hommes vis-à-vis des femmes et des filles
- Volonté manifeste des communautés impliquées à participer aux activités communautaires de promotion de la masculinité positive et de lutte contre les violences faites aux femmes et filles

— Réduire les inégalités à l'égard des femmes et filles à travers le programme «Makoki ya Mwasi»



En 2023, Makoki ya Mwasi est resté un programme de renforcement de l'égalité de genre, de sexe et de promotion des droits humains en faveur des femmes et des filles. Parmi les violations combattues, on peut citer la discrimination, l'exclusion de la femme et de la jeune fille, les coups et blessures volontaires subis par la femme et la jeune fille, etc. Les inégalités entre l'homme et la femme.

Ainsi, différentes activités ont été réalisées, notamment la cartographie des 20 champions du genre et leur formation sur l'engagement communautaire et le changement de comportement, ainsi que les activités de mobilisation communautaire pour le changement de comportement menées par les champions au sein des communautés, à partir des plans d'action conçus pour transformer les normes négatives à l'égard des femmes/filles et renforcer la vulgarisation des messages sur les droits des femmes à travers le protocole de Maputo, et lutter efficacement contre les violences basées sur le genre au sein des communautés des zones de mise en œuvre du projet. En effet, 6 séances de sensibilisation, 17 causeries éducatives, 2 réunions communautaires, 7 groupes de discussions, 8 sensibilisations de masse, 5 théâtres participatifs ont été menés, touchant 14 769 personnes, dont 8 450 à Beni (1 537 hommes, 4 536 femmes, 1 028 filles et 1 349 garçons) et 6 319 à Kinshasa (2 409 hommes, 2 066 femmes, 1 022 filles et 822 garçons). Différentes sensibilisations de masse ont permis de mobiliser un grand nombre de la population pour comprendre les formes et types de violences subies par les femmes/filles, en insistant sur l'accès aux soins complets d'avortement dans le cadre du protocole de Maputo.

Quelques normes négatives et pratiques néfastes ont été transformées à travers des messages clés conçus entre champions et acteurs clés identifiés pour un changement de comportement.

Le résultat clé des activités a démontré que les femmes/filles subissent plus de violences à la suite de normes négatives : par exemple, à Kinshasa, bon nombre de Kinois ont signalé des cas de violences sexuelles faites à l'égard des femmes, et la majorité des survivantes sont souvent des femmes/filles, tandis que la plupart des agresseurs sont des hommes/garçons. Par ailleurs, les violences économiques, physiques et les avortements clandestins sont les plus fréquents, et les femmes et les jeunes filles restent les plus vulnérables et les moins informées sur leurs droits et celui de disposer de leurs corps.

Outre les sensibilisations de masse, les réunions communautaires, les groupes de discussion et les causeries éducatives réalisées par les champions, les radios communautaires leur ont servi de canal de communication sûr, rapide et plus transparent pour atteindre la communauté. Également, l'implication de quelques autorités locales, notamment les chefs de quartier et les chefs de marché, a influencé positivement la réalisation et l'accès à un plus grand nombre de personnes sur le terrain.

Pour s'assurer de la mise en œuvre d'actions conjointes, les champions du genre menaient des activités avec les mobilisateurs communautaires pour renforcer le message. Concernant l'animation d'émissions radio sur les violences basées sur le genre, la masculinité positive, la santé sexuelle et reproductive et les droits des femmes, les champions du genre, en collaboration avec la radio de la femme, ont conduit 6 émissions sur ces thèmes, les champions présentant le thème à développer. Quant aux cibles, les tenants des normes négatives ont été touchés, 156 leaders coutumiers et religieux ont été davantage touchés par le message et impliqués pour transmettre le message de changement, dont 135 ont pris des engagements d'être des modèles de transformation des normes négatives et des champions de la masculinité positive.

Lors des sensibilisations, il a été constaté que la plupart des cas de violences sexuelles et basées sur le genre sont les plus fréquemment enregistrés au sein des ménages. Trois cas de grossesses issues de viol ont été dénoncés, dont une fille mineure âgée de 17 ans et les deux autres cas d'adultes référés à l'hôpital Sanatorium, structure sanitaire ayant le dispositif de prise en charge des cas liés aux viols et VBG.



## —> Transformation des normes néfastes renforçant les violences basées sur le genre

Cette année, SOFEPADI avec son partenaire Unicef a développé une nouvelle approche de transformation des normes négatives en matière de genre, dénommée "Communités care". Cette approche a mis en place 48 groupes de dialogues, dont 32 en Ituri et 16 au Nord-Kivu. Elle a poursuivi un programme de 13 semaines d'échanges pour diffuser de nouvelles normes transformant les VBG, durant lesquelles des dialogues étaient organisés par les animateurs et animatrices formés sur la transformation des normes néfastes renforçant les violences basées sur le genre.



**Ce programme a impliqué 1998 personnes, membres des communautés et leaders des zones de mise en œuvre, dont 1806 en Ituri et 192 au Nord-Kivu.**

Des groupes de discussion autour du changement des normes négatives ont été organisés par les animateurs et animatrices membres des organisations à base communautaire, pour combattre les normes culturelles rétrogrades qui influent négativement sur la promotion de la femme.

# V

La cohabitation pacifique et la cohésion sociale entre les communautés ont été améliorées à travers les actions de consolidation de la paix.



La cohésion sociale et la cohabitation pacifique font partie intégrante des domaines stratégiques poursuivis par SOFEPADI pour la consolidation de la paix en RDC et, particulièrement, à l'Est du Congo. Cette année, plusieurs actions de paix ont été menées dans le cadre de la contribution au processus de cohabitation pacifique, à travers le renforcement de la cohésion sociale et la résilience économique des communautés touchées par les conflits au Nord-Kivu et en Ituri, ainsi que le programme de partenariat pour le développement de l'Est du Congo «P-DÉC»,

le programme «KWAJILI YETU» et celui du renforcement de la résilience et de l'amélioration de la sécurité alimentaire des communautés d'accueil et des ménages de retour au Nord-Kivu.

À travers ces programmes, des cadres de paix ont été redynamisés afin d'être en mesure de résoudre des conflits.

—■ Prévention et atténuation des conflits intercommunautaires, intra-communautaires et intergénérationnels



Cette année, notre action de consolidation de la paix a été plus assidue et orientée vers le renforcement et la redynamisation des cadres de paix existant au sein des communautés. Nous les avons outillés sur le processus de dialogue inclusif et les avons amenés à devenir eux-mêmes des acteurs de résolution des différends communautaires dans leurs zones. 8 cadres de dialogue ont été appuyés techniquement, dont 6 au Nord-Kivu et 2 en Ituri. 516 leaders membres des GD ont été formés sur le processus de dialogue inclusif ainsi que sur différents outils pour résoudre les conflits, dont 399 au Nord-Kivu et 117 en Ituri.

En effet, 5 analyses contextuelles ont été menées au sein des zones de mise en œuvre du programme, dont 3 au Nord-Kivu et 2 en Ituri, priorisant 6 types de conflits : foncier, identitaire, de pouvoir, intercommunautaire et intergénérationnel.

À l'issue des analyses de conflits menées, 6 dialogues inclusifs ont été tenus, dont 5 au Nord-Kivu et 1 en Ituri, pour résoudre ces différents conflits. À l'issue de ces dialogues, 6 plans d'actions ont été documentés et 6 comités de suivi ont été mis en place, afin d'assurer le suivi des actions et des engagements pris par les parties issues des dialogues entre parties aux conflits.

## Quelques changements significatifs ont été documentés, notamment :

- Le non-recours à la violence entre parties chaque fois qu'il y a un conflit et la signature d'accords de cohabitation pacifique entre les parties issues des dialogues.
- L'organisation d'activités culturelles et sportives entre parties aux conflits pour renforcer leur cohésion et leur cohabitation pacifique.
- La participation et l'implication des groupes pygmées et bantous aux travaux communautaires, ce qui a permis l'aménagement d'un pont sur la route reliant le camp des pygmées à la cellule habitée par les bantous à Beni, au Nord-Kivu.
- Le recouvrement et la reprise de la confiance entre les peuples bantou et pygmée, notamment dans la recherche d'espaces pour que les pygmées puissent entreprendre des activités maraîchères.

La résolution du conflit entre bantous et pygmées par le programme Tujenge a attiré le regard et l'engagement des autorités politico-administratives à accompagner le peuple pygmée, qui se sentait jadis moins soutenu par elles.

Notre stratégie nous a permis de développer de nouvelles approches avec certains partenaires, notamment l'IRC, pour amener les communautés à adhérer au processus de résolution non violente des conflits. C'est notamment l'approche FIRE (Forte, Inclusive et Redevable), une approche développée pour renforcer les Comités de Développement des Villages en Ituri afin de les amener à résoudre des conflits. Ainsi, 1 368 leaders ont été formés sur le processus de cohabitation pacifique et ont développé 36 plans de renforcement des performances issus de l'approche FIRE, afin de poursuivre et d'asseoir les initiatives de paix en territoires d'Irumu et de Mambasa.



Ainsi, M. Paise Paise Moïse, leader pygmée, pasteur d'une église protestante du peuple autochtone, témoigne du processus de paix et de cohésion sociale qui les a amenés à assurer le recouvrement des droits de propriété.

*« Mon père et moi avons compris que notre concession voulait être prise par une des familles bantoues au nom de Sedeka. Pourtant, depuis les années 1970, ma famille et celles des autres pygmées vivions sur cette terre.*

*Ceci nous a mis en situation de conflit avec la famille Sedeka. Grâce au programme Tujenge, nous avons été réunis en dialogue avec l'implication des autorités, y compris le bourgmestre de la commune de Mulekera, qui s'est personnellement impliqué dans la résolution non violente de ce conflit. La joie est nôtre de voir que les délimitations entre les villages des pygmées et les champs de la famille Sedeka ont été faites et nous avons recouvré notre terre, que nous considérons comme la source de notre identité. Suite à la résolution pacifique de ce conflit, nous nous sommes rencontrés avec les bantous afin de célébrer la réconciliation et la cohésion sociale qui augure le retour de la paix sociale, grâce à laquelle nous allons éviter les nouveaux conflits et nous engager autour des valeurs de vivre ensemble. Je suis très heureux pour la considération que Tujenge a accordée à notre peuple, qui est souvent marginalisé. Cette considération nous accorde aujourd'hui plus de valeur.*

*Je m'engage aux côtés de mes pairs à être un des acteurs de paix dans mon église où je suis pasteur. Mon engagement pour prêcher la paix est donné. Ça me fait chaud au cœur de nous voir aujourd'hui prier avec les bantous dans une même église. Les efforts fournis par la SO-FEPADI dans la résolution pacifique des conflits, ont été les premiers à Manjua, Sayo, Mbutaba, et ceci reste à encourager, étant donné que c'est la première organisation qui a mis sur une même table deux peuples qui jadis se disputaient. Selon moi, la paix demeure un besoin naturel pour nous, pygmées et bantous, dans notre entité de Sayo-Mbutaba. »*

- La résilience socio-économique des populations affectées par les conflits est renforcée à travers l'agriculture, l'élevage et le relèvement des jeunes au Nord-Kivu et en Ituri.

L'entrepreneuriat agricole a été renforcé au Nord-Kivu et en Ituri à travers nos programmes.



Cette année, plusieurs actions d'accompagnement des bénéficiaires en associations agricoles ont été menées pour rendre actives, dynamiques et autonomes les membres des associations agricoles accompagnées. 730 des membres ont développé des revenus grâce à leur participation aux activités agricoles et ont créé des AGR en vue de subvenir aux besoins de leurs familles.

À partir des activités entrepreneuriales, des assemblées villageoises d'épargne et de crédit ont été opérationnelles, à travers lesquelles 750 bénéficiaires agriculteurs ont développé des revenus grâce à leur participation aux AVEC. Le processus de transformation des associations agricoles en coopératives agricoles a été entamé en fin d'améliorer le chiffre d'affaires des bénéficiaires et d'accroître leurs capitaux.

- Appui à la conduite de labour mécanisé et semi-mécanisé auprès des agriculteurs au Nord-Kivu et en Ituri.



**Au cours de cette année, notre appui a été fortement orienté en faveur des bénéficiaires agriculteurs pour qu'ils aient plus d'espaces pour la semi-mécanisation. Ainsi, 31 ha ont été labourés en faveur de 5 associations agricoles, dont 17 au Nord-Kivu et 14 en Ituri.**

## Pour l'Ituri

10 germoirs pépinières des cultures maraîchères composés de 16 planches de 1m sur 3 ont été installés ; 3 hectares de champs ont été délimités pour les cultures maraîchères pour trois CEP de Bunia. Plus de 5 000 plants de choux, 3 000 pieds d'aubergines ont été repiqués à Simbilyabo, et plus de 2 000 pieds de tomates ont été repiqués à Simbilyabo et Kindia.

## Au Nord-Kivu

À Beni, 3 ha ont été labourés, dont 2,5 ha de maïs et 0,5 ha d'aubergines.

- À Mangina, 2 ha de maïs et 2 ha de riz paddy ont également été labourés.
- À Mavivi, 1 ha de maïs, 2 ha de riz paddy, 4 ha de patate douce et 0,5 ha d'aubergines et de poivrons ont été labourés.

L'appui à la contractualisation de la location des terres a été renouvelé dans toutes les zones afin de soutenir les associations agricoles dans l'ensemble des zones de mise en œuvre du programme Tujenge Amani Leo.

La chaîne de valeur agricole a été renforcée  
et opérationnelle

## → Production des associations agricoles

Les activités agricoles  
des associations ont  
atteint une production  
importante :



### Pour l'Ituri

En cultures maraîchères en Ituri, 2 000 kg de choux et 1 000 kg d'aubergines ont été produits.

### Au Nord-Kivu

En cultures vivrières au Nord-Kivu dans les zones de mise en œuvre du projet, 9 935 tonnes de maïs, 3 300 kg de riz, 4 800 kg de patates douces et 1 335 kg de manioc ont été produits.

—■ **Le développement économique des associations agricoles a été assuré à travers un programme de mentorat et d'incubation.**

30 séances de suivi, de mentorat et de coaching continus ont été menées en faveur des associations agricoles pour les rendre plus autonomes dans leurs activités et pérenniser leurs actions. Cela a également permis la mise à jour des contacts avec les entreprises de transformation agroalimentaire et d'assurer le renforcement des coopératives agricoles.

—■ **Des investissements agricoles et l'ouverture de marchés économiques ont été réalisés pour soutenir les associations agricoles.**

Des efforts ont été menés pour mettre en contact les acheteurs et les comités des associations agricoles à la fin du cycle de production, afin d'ouvrir de nouveaux marchés aux associations. 60% des fonds issus de la production ont été distribués aux membres des associations agricoles pour contribuer à l'amélioration de leurs conditions de vie. Les 40% restants ont été réinvestis pour la continuité des activités de la saison agricole B en Ituri et au Nord-Kivu.

**La mise en place et l'opérationnalisation des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit ont été assurées.**

18 associations d'épargne et de crédit ont été accompagnées et bon nombre des membres d'AVEC ont développé leurs revenus. 299 bénéficiaires agriculteurs de la deuxième phase du programme ont adhéré aux AVEC et investi leurs parts. Ceux-ci s'ajoutent aux 500 bénéficiaires membres des associations agricoles ayant participé activement aux activités d'épargne et de crédit.

20 missions de descentes de supervision des AVEC ont été effectuées sur le terrain pour le suivi régulier de leurs activités au sein des associations agricoles, à raison de quatre descentes dans chaque zone pour les AVEC opérationnelles.

Ainsi, 750 membres participent activement aux activités d'AVEC et ont développé des revenus grâce à leur participation aux AVEC, allant de 60 à 80 \$, ce qui leur a permis de subvenir aux besoins de leurs familles.

Au vu des adhésions massives et de l'investissement des parts des membres, leur chiffre d'affaires a augmenté à près de 8 900 \$, dont 3 950 \$ pour l'Ituri et 4 950 \$ pour le Nord-Kivu. Quelques bénéficiaires membres des AVEC nous ont témoigné leur satisfaction à l'issue de leur participation à Mavivi.



*«Mon nom est Nzala Musienene, j'ai 64 ans et suis père de 6 enfants. Je vis ici à Mavivi depuis longtemps, étant revenu après la guerre. Je suis fier de travailler dans ce programme Tujenge Amani Leo. Au départ, j'avais des difficultés à subvenir aux besoins de ma famille lorsqu'il y avait des attaques. Lors de la sélection des bénéficiaires agriculteurs, j'avais aussi été sélectionné pour exercer comme agriculteur. Je fais la culture des maraîchères, notamment les aubergines et poivrons, qui ont bien évolué. Aujourd'hui, je suis fier des ventes que j'ai pu effectuer, car je suis en mesure de subvenir aux besoins de ma famille. Mes enfants vont à l'école et je peux leur payer les frais scolaires et subvenir à leurs besoins médicaux.*

*Je remercie la SOFEPADI et son bailleur, l'Union Européenne, pour l'accompagnement qu'ils nous ont offert, car des changements sont perceptibles dans notre vécu quotidien. Veuillez continuer à nous soutenir.»*

## L'élevage comme modèle de développement et de paix dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri en République Démocratique du Congo

- Le renforcement des capacités des producteurs sur l'élevage des lapins et des porcs



*Cette année 2023, l'accompagnement en élevage a été assuré à 225 bénéficiaires, dont 135 au Nord-Kivu et 90 en Ituri. Ainsi, 10 para-vétérinaires ont assuré les soins d'urgence, la permanence et la ronde sanitaire régulière des bêtes au sein des zones de mise en œuvre du programme Tujenge Amani leo.*

- Etat de lieux et changement perçu

### Ituri

Diverses espèces animales ont été distribuées aux bénéficiaires éleveurs. Ainsi, 81 animaux initialement distribués se sont reproduits jusqu'à atteindre 204 têtes dans les localités de Bunia (Kindia et Simbilyabo). Hormis quelques cas de mortalité des lapereaux et la vente ou la consommation de certains lapins pour les besoins familiaux, le cheptel s'est globalement bien développé.

Ce processus de reproduction et d'accroissement du cheptel distribué témoigne du succès des programmes d'élevage mis en place dans ces zones, permettant aux bénéficiaires d'augmenter progressivement leur capital productif.

## Nord Kivu

Pour la spéculation porcine, au départ 118 porcelets femelles et 27 porcelets mâles avaient été dotés aux éleveurs. Leur prise en charge continue a été assurée au cours de l'année en termes de provendes distribuées ainsi que les soins. Au niveau de la cuniculture, le cheptel a disposé de 43 lapines et 20 lapins. Quant à l'aviculture, 15 poules et 5 coqs ont été distribués aux bénéficiaires.

### —■ Redynamisation des comités locaux de suivi de l'élevage à travers les vétérinaires publics ou les para-vétérinaires.



**20** missions de suivi des comités d'élevage ont été menées, réparties en 4 missions par zone, soit 12 au Nord-Kivu et 8 en Ituri. L'objectif était de s'assurer d'une bonne gestion et d'une prise en charge rationnelle du bétail par les bénéficiaires.

Les para-vétérinaires identifiés et formés ont poursuivi et assuré l'accompagnement des soins d'urgence, la permanence et des rondes sanitaires régulières. Leur rôle au niveau communautaire a été essentiel pour assurer un suivi permanent et un coaching dans les soins apportés aux animaux.

### —■ Dotation en géniteurs et intrants d'élevage

À Bunia, 36 chèvres ont été distribuées aux bénéficiaires éleveurs. La prise en charge en provende des animaux a été assurée en faveur de ces éleveurs, dans le but de garantir la pérennité de leurs activités d'élevage.

# VI

Protection et promotion  
de la justice climatique  
assurées à travers  
l'entrepreneuriat social  
des jeunes et des femmes.

## —■ Renforcement des capacités des jeunes pour leur orientation professionnelle et leur préparation à la vie active



La préparation des jeunes à la vie a été primordiale pour répondre aux besoins spécifiques des jeunes et limiter leurs adhésions dans les groupes armés au Nord-Kivu et en Ituri, à travers l'approche «youth ready». 186 jeunes ont été outillés en préparation entrepreneuriale et initiative de vie courante, dont 45 en Ituri et 141 au Nord-Kivu. 83 personnes de ceux-ci ont acquis des compétences en matière de développement durable grâce à leur participation aux formations socioprofessionnelles.

## —■ Accompagnement des jeunes à risque à travers l'initiation à la vie et à l'entrepreneuriat

Après l'orientation des jeunes à la vie, leur accompagnement a été fait dans le cadre d'initiatives d'entrepreneuriat social. Ainsi, 170 jeunes ont développé leurs revenus grâce à leur participation aux formations socioprofessionnelles, après qu'ils/elles aient bénéficié des kits de réinsertion en activités génératrices de revenus (AGR). Un suivi permanent a été assuré pour s'assurer de la pérennisation.

—■ **Intégration des jeunes à risque dans les structures communautaires des jeunes pour promouvoir un espace de sécurité à leur avantage, l'équité et la cohésion sociale.**

Le programme de partenariat pour le développement de l'Est du Congo «P-DEC» a soutenu, au cours de cette année, l'intégration des jeunes en situation de besoin spécifique afin de les accompagner et les outiller pour qu'ils deviennent des artisans de la paix et de la cohésion sociale. Cette action a permis d'amener les jeunes sortis des groupes armés à intégrer les structures communautaires des jeunes, et ceux désœuvrés à quitter les comportements délinquants et à s'orienter vers des centres de formation socio-professionnelle pour y apprendre des métiers.

Cette intégration a été possible à travers la cartographie des 123 structures de jeunes existantes au Nord-Kivu. Ainsi, 109 jeunes ont été sélectionnés dans 43 structures de jeunes parmi celles cartographiées, dont 37 filles et 72 garçons. Pour parvenir à l'intégration des jeunes dans ces structures, 6 plans d'action avaient été adoptés, dont un plan de sensibilisation et d'intégration des jeunes. 105 séances de sensibilisation et d'intégration ont été réalisées, touchant 1 833 personnes, dont 1 118 filles et 745 garçons.

Des changements significatifs ont été remarqués, notamment : l'engagement des jeunes à être des acteurs de vulgarisation des messages de déstigmatisation des jeunes en situation de besoin spécifique, leur adhésion et leur intégration au sein des structures de jeunes et au programme P-DEC une fois sensibilisés. La cartographie des structures avait permis d'entrer en contact avec celles répertoriées, de recueillir leurs visions, réalisations, modes de fonctionnement ainsi que leurs perspectives d'avenir dans la consolidation de la paix. Il en est de même de l'adhésion massive des jeunes sensibilisés à intégrer les structures de jeunes sans barrière ni contrainte, et de l'engagement des autorités à accompagner les activités des jeunes en leur octroyant des espaces d'encadrement.



# VIII

Partenariat et financement



Cette année, des efforts ont été redoublés pour renforcer notre partenariat avec les donateurs, bailleurs, ambassades et volontaires qui nous ont soutenus pour venir en aide aux personnes nécessitant de l'aide et apaiser leurs souffrances. Toutes les actions menées ont contribué à nos objectifs du plan stratégique quinquennal 2019-2023, mais aussi à l'action humanitaire et à la construction de nouvelles initiatives pour lutter davantage contre les inégalités et l'impunité vis-à-vis des femmes et des filles pour les années à venir.

Notre partenariat a permis de mobiliser plus de fonds pour renforcer la protection et les réponses en faveur des personnes vulnérables, des femmes et des filles en situation de violences basées sur le genre, de déplacement dû aux conflits armés et autres personnes victimes de la guerre.

Voici nos différents donateurs qui nous ont soutenus et accompagnés dans notre action en 2023.



LOGOS.ADAM96.COM

# VIII

Etat de lieu dans la mise  
en œuvre de l'atteinte des  
résultats stratégiques  
quinquennal 2019\_2023

Au cours des 5 dernières années, de janvier 2019 à décembre 2023, grâce aux financements des différents bailleurs de fonds tels que Rausing, la Fondation OAK, la Fondation Novo, UNTRUST, UNFPA, l'Union Européenne, UNICEF, IPAS, TROCAIRE, le Gouvernement japonais, CARE INTERNATIONAL, SAVE THE CHILDREN, MADRE, le Fonds Humanitaire RDC, le Fonds pour les femmes congolaises, Alert International et USAID, nous avons répondu efficacement aux besoins des bénéficiaires de nos différents projets. Nous avons assuré un soutien holistique aux survivant(e)s des violences sexuelles et basées sur le genre, renforcé la consolidation de la paix à travers les mécanismes de résolution des conflits, ainsi que le renforcement des droits humains et des droits spécifiques aux femmes et leur représentativité dans les espaces de prise de décision.

Quelques résultats clés suivants ont été atteints notamment :

- 20 792 survivantes ont été accompagnées de manière holistique à travers différents projets, parmi lesquelles 4 054 ont développé des revenus grâce à notre accompagnement, ainsi que 441 jugements et arrêts de justice ont été obtenus.
- 2 322 422 personnes, dont 1 393 453 femmes et filles, ont eu accès à des messages sur la prévention des violences basées sur le genre (VBG) et la promotion de la paix à travers différentes structures communautaires impliquées, et 705 leaders locaux se sont engagés dans la prévention et le référencement des cas de VBG.
- Les activités de santé sexuelle et les services y afférents ont atteint 12 731 personnes, dont 8 745 femmes et filles.
- Des dialogues tenus ont permis de résoudre 43 conflits à travers des mécanismes non violents de résolution des conflits.
- 976 acteurs communautaires se sont engagés dans le processus de résolution des différends, à travers 30 cadres de dialogue mis en place et opérationnels.
- À travers les activités de défense des droits humains, environ 453 violations des droits socio-économiques ont été dénoncées par les initiatives prises par les leaders locaux et les autorités, et des cadres de dialogue ont été redynamisés et maintenus.
- 1 347 prestataires de services (animatrices, médiatrices, para-juristes, noyaux de victimes, noyaux de paix) ont été formés et ont développé des outils dans divers domaines liés aux VBG.

## Changements significatifs majeurs portés par notre action

Une évaluation institutionnelle et stratégique menée de mai à août 2023 a abouti à des recommandations en faveur d'une croissance institutionnelle de la SOFEPADI. Cela implique la mise en place de procédures standardisées ainsi qu'une gouvernance rationnelle et compétente, afin de répondre aux attentes stratégiques.

Au cours des 5 dernières années, les principaux changements documentés sont :

- L'engagement accru des autorités, des structures communautaires et des cadres de concertation pour accompagner les actions de prévention des VBG et le référencement des cas.
- La stabilisation et la guérison des survivant(e)s des VBG, à travers l'approche holistique et centrée sur la survivante.
- La transformation des normes néfastes liées au genre, grâce à de nouvelles approches telles que «Communities Care» et «Mobali pona Mwasi».
- La résolution des conflits au sein des communautés sans recours à la violence dans les zones d'intervention de la SOFEPADI.
- La promotion d'une masculinité positive, amenant certains hommes à devenir des modèles de changement des normes néfastes.
- L'amélioration du leadership des structures féminines à travers les réseaux de femmes pour la paix.

## Réussite et succès

Malgré les difficultés rencontrées, SOFEPADI a accompli des progrès cumulatifs importants dans la réalisation des résultats et des objectifs escomptés au cours de l'année 2023 :

### **Résultat 1 : la prévention et la réponse aux survivantes de violences basées sur le genre sont assurées à travers les actions de mobilisation communautaire et de prise en charge holistique des survivantes.**

Cette année, nous avons accompagné 13 558 survivant(e)s des violences basées sur le genre. Le constat est qu'il y a eu une augmentation d'environ 17% des cas pris en charge par rapport à 2022. D'où l'importance d'accroître et de redoubler les efforts pour la prévention et la réponse de notre action au sein de nos zones d'intervention, et surtout à l'Est de la RDC, pour une réduction sensible de la violence faite aux femmes et aux filles. Ceci devrait passer par des actions de prévention, de réponse et de plaidoyer auprès des autorités, des leaders institutionnels et non institutionnels, ainsi que des communautés des zones que nous couvrons.

## **Résultat 2 : la promotion du droit à la santé sexuelle et reproductive des femmes et des jeunes est assurée.**

La promotion de la santé sexuelle a été au centre de notre action. Cette année, 20 624 personnes ont eu accès à des messages sur leurs droits en santé sexuelle et reproductive à travers des séances de sensibilisation. 3 275 personnes ont eu accès aux soins de santé sexuelle et reproductive. De plus, un bon nombre de femmes/filles, survivantes des violences basées sur le genre, ont bénéficié d'un accompagnement pour accéder aux soins de santé reproductive à travers le CGKWM et d'autres structures soutenues par nos projets.

Par ailleurs, certaines normes rétrogrades ont été réduites à partir des actions des groupes de dialogue visant à promouvoir la place de la femme dans les sociétés, à travers des échanges et discussions sur la masculinité positive.

## **Résultat 3 : la cohabitation pacifique entre les communautés est améliorée et la représentation des jeunes et des femmes dans les instances décisionnelles est assurée.**

L'Est de la RDC a toujours été confronté à des conflits armés qui ont pour conséquences le déplacement massif de la population, les violences sexuelles et basées sur le genre en période de conflit ainsi que l'éclatement des familles et les problèmes de cohabitation pacifique. Malgré nos actions menées pour le rétablissement de la paix et de la confiance, des efforts de consolidation de la paix ont été menés en vue de la résolution des conflits inter et intra générationnels. 6 conflits ont été résolus sur une vingtaine identifiée à travers des dialogues inclusifs organisés par des cadres de dialogue soutenus.

Des actions de plaidoyer menées à différents niveaux provincial, national et international en faveur de la paix ont été réalisées par nos équipes.

## **Résultat 4 : l'environnement et l'écosystème sont assainis en impliquant les jeunes et les femmes dans la protection et la promotion de la justice climatique.**

Cette année, les activités agricoles ont été déterminantes en améliorant les revenus de plus de 750 bénéficiaires agriculteurs au Nord-Kivu et en Ituri.

Ainsi, 183 jeunes parmi 225 jeunes ayant des besoins spécifiques, orientés dans la formation en entrepreneuriat, ont développé des revenus grâce à nos programmes et ont été en mesure d'être autonomes et indépendants. Nombreux d'entre eux ont orienté leurs activités génératrices de revenus (AGR) vers l'agroforesterie, le recyclage des déchets, la couture ainsi que d'autres métiers de leur choix. Ceux-ci ont ainsi impliqué davantage de jeunes à contribuer à l'assainissement d'un environnement sain en vue d'assurer la promotion de la justice climatique.

Des activités agricoles ont été accentuées avec plus de 1000 bénéficiaires identifiés, et 730 d'entre eux, soit 73%, ont développé des revenus grâce à l'agriculture et leur participation aux AVEC (Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit). L'objectif était de renforcer l'autonomisation des bénéficiaires, parmi lesquels 51% étaient des personnes déplacées vivant au Nord-Kivu et en Ituri.

Notre action sur ce résultat a été salutaire pour renforcer les revenus des ménages que nous servons, ainsi que pour renforcer le lien entre différents groupes communautaires à cohabiter et œuvrer ensemble pour la paix.

## **Résultat 5 : La promotion et la défense des droits fondamentaux des femmes et des jeunes ont été assurées, notamment les droits économiques, sociaux et culturels.**

Le rythme des progrès dans ce domaine s'est accéléré par rapport à la protection des droits humains des femmes. Plusieurs actions ont été activées dans nos zones de mise en œuvre en vue de protéger et défendre les droits en faveur des femmes et des filles.

En effet, plus de 448 femmes et filles ont été accompagnées en justice et ont bénéficié de conseils légaux au sein de nos cliniques juridiques. Un bon nombre d'entre elles ont recouvré leurs droits à la suite de jugements gagnés en justice. Des cas de déni de ressources ont été résolus à travers des médiations et des conseils en faveur des familles qui étaient sur le point d'être divisées.

Les coutumes et normes rétrogrades à l'égard des femmes et des filles ont été combattues à travers des approches de sensibilisation, de vulgarisation et de diffusion de nouvelles normes protégeant les droits des femmes et promouvant la masculinité positive pour un changement de comportement des hommes. Cela a produit une diminution des cas de violences basées sur le genre dans certaines zones d'intervention.

## **Résultat 6 : Les capacités d'autonomisation des femmes et des jeunes filles sont renforcées.**

À travers les activités de réinsertion socio-économique et d'autonomisation, plusieurs femmes et jeunes filles ont été formées dans l'apprentissage de métiers et le mentorat. Ainsi, 420 femmes/filles ont été réinsérées économiquement et ont développé des activités génératrices de revenu pour leur autonomisation.

Cette action a permis aux femmes de développer des capacités économiques pour être financièrement autonomes et contribuer aux dépenses des ménages.

## **Résultat 7 : Le renforcement institutionnel de la SOFEPADI est assuré.**

Cette année, le développement professionnel a été marqué par la participation du personnel à diverses formations dans différents domaines pour renforcer régulièrement leurs compétences et les rendre efficaces et productifs. Des besoins de formation proposés par le personnel et les partenaires ont été satisfaits, ce qui nous a permis de développer des compétences suffisantes pour assurer un travail de qualité et perfectionner.

Plusieurs ateliers et webinaires ont été développés et suivis par notre personnel et nos partenaires pour assurer un développement de qualité et d'apprentissage.

En effet, le département de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage a organisé des formations dans différents domaines pour renforcer la collaboration, la redevabilité, l'apprentissage ainsi que le reporting. Il en est de même pour le renforcement de la collaboration institutionnelle et des partenariats.

Ainsi, une redevabilité responsable a été assurée à travers la mise en place de mécanismes de gestion des plaintes des bénéficiaires, adaptés aux contextes et aux choix des communautés. Cela nous a permis de prendre en compte leurs avis et de nous assurer de la satisfaction de leurs retours. Jusqu'à présent, 453 commentaires ont été reçus, dont 52% de commentaires positifs, 24% de demandes d'assistance, 21% de plaintes mineures et 3% de plaintes majeures. L'ensemble de ces plaintes a été traité à travers les mécanismes mis en place et opérationnels.

# Des ambitions renouvelées pour 2024

L'année 2024, notre mission restera maintenue conformément au nouveau plan stratégique 2024-2028 dans la promotion et la défense des droits spécifiques des femmes et des familles. Notre vision s'accroîtra pour combattre les inégalités en vue d'un Congo dans lequel les femmes et jeunes filles ont le même accès aux droits sociaux de base que les hommes. Pour y arriver, nous allons assurer une prise en charge holistique et plus assidue dans l'accompagnement des victimes de violences, en assurant un accompagnement médical, psycho-social, juridique et judiciaire, ainsi que la réinsertion socio-économique des survivantes par nos cliniques juridiques. Nous allons soutenir et accompagner la participation politique des femmes aux instances décisionnelles, en menant des plaidoyers au niveau local, national et international, tout en faisant de la sensibilisation et de la vulgarisation des lois sur les violences sexuelles.

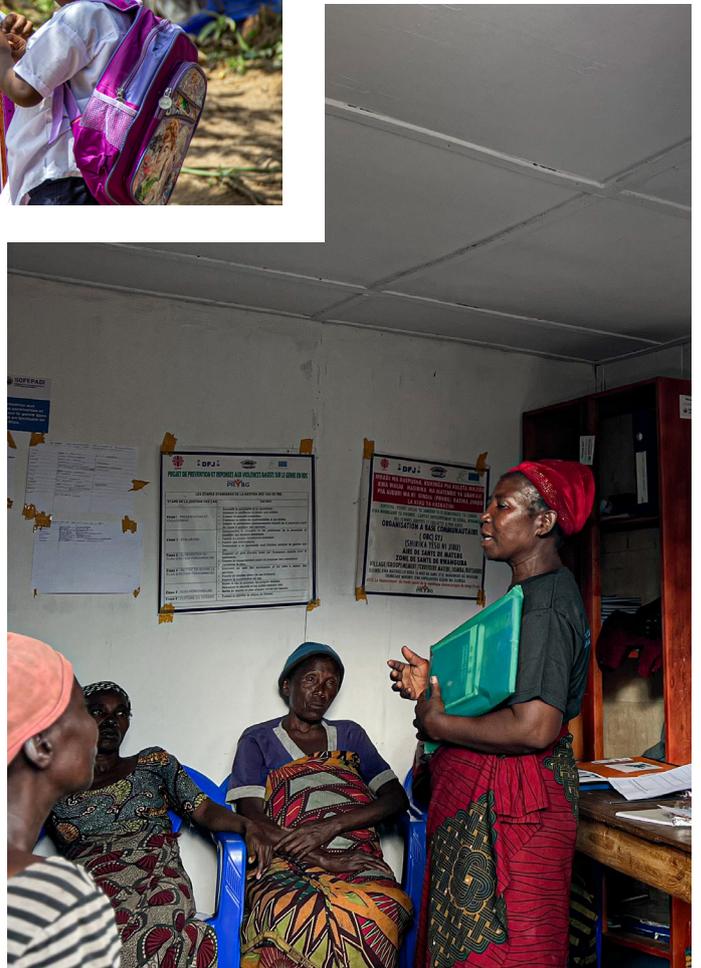
Nous allons poursuivre la collaboration sur le terrain avec les membres des communautés, parmi lesquels les chefs coutumiers et autorités locales de nos zones d'interventions, ainsi que les autres leaders communautaires, en les impliquant dans les sensibilisations, l'identification des cibles, le référencement et le suivi des activités des survivantes de VBG. Les médias de nos zones d'action nous soutiendront pour faire passer nos messages sur la prévention aux VBG/EAS et leurs conséquences, en vue d'atteindre un grand nombre de la population. Et pour éviter la duplication de l'aide, nous allons maintenir nos contacts permanents avec d'autres intervenants (ONG nationales et internationales) sur le terrain. Nous allons renforcer notre collaboration et renforcer techniquement les capacités des acteurs de paix en vue d'assurer et de maintenir des mécanismes de paix opérationnels et pratiques pour résoudre des conflits au sein de nos zones de mise en œuvre.

Nous allons mettre en place des programmes à long terme afin d'atteindre une vision plus large au-delà de la réponse humanitaire, pour développer davantage de projets de développement.

Nous allons garder une étroite collaboration avec nos partenaires institutionnels, nationaux et ONG internationales, agences des Nations Unies et donateurs, en vue de maintenir notre réponse en faveur des nécessiteux et vulnérables, pour promouvoir la gratuité de l'aide aux bénéficiaires à travers les financements des partenaires.







74, Colonel Ebeya, Gombe, Kinshasa, RDC  
40, la Frontière, Katindo, Goma, RDC  
22, Mbene, Kalinda, Beni, Nord Kivu, RDC  
8, Mputu, Bangoko, Bunia, Ituri, RDC



+243 811 982 266  
[contact@sofepadirdc.org](mailto:contact@sofepadirdc.org)  
[www.sofepadirdc.org](http://www.sofepadirdc.org)